



Centre Régional des
Œuvres
Universitaires et
Scolaires
De Reims

14b, allée des
Landais
CS40046
51726 REIMS Cedex

Service des Achats et
Marchés publics

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

Procédure n°2025/17

**Objet : Fourniture de cartes-cadeaux multi-enseignes
pour le personnel et les enfants du personnel du Crous de
Reims**

Date et heure limite de remise des offres

Le vendredi 31 octobre 2025 avant 12 heures 00

Table des matières

ARTICLE 1 - PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	3
3.1. Procédure de passation du marché.....	3
3.1.1. Variantes	3
3.1.2. Forme et Allotissement.....	4
3.2. Durée du marché	4
3.3. Lieux d'exécution	4
ARTICLE 4 – PIECES DU MARCHE	4
ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERS	5
5.1. Forme et contenu des prix.....	5
5.2. Révision des prix.....	5
5.3. Facturation	5
5.3.1. Etablissement des factures	5
5.3.2. Transmission des factures	5
5.4. Modalités de paiement	6
5.4.1. Avances.....	6
5.4.2. Acomptes.....	6
5.4.3. Paiement des cotraitants et sous-traitants	6
5.5. Délais de paiement et intérêts moratoires.....	6
ARTICLE 6 – CARACTERISTIQUES DES FOURNITURES	6
6.1. Format et composition.....	6
6.2. Enseigne et produits couverts par la carte-cadeau	7
6.3. Durée de validité de la carte-cadeau.....	7
6.4. Déclenchement de l'exécution	7
6.5. Lieux d'exécution	7
6.6. Emballage	7
6.7. Transport.....	7
6.8. Livraison	8
6.9. Bon de livraison	8
ARTICLE 7 – SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
7.1. Interlocuteurs	8
7.2. Changement dans la situation du titulaire	8
7.3. Opération de vérification et de réception.....	9
ARTICLE 8 – MODIFICATION DU MARCHE	9
ARTICLE 9 – OBLIGATION DU TITULAIRE	10
9.1. Obligation de résultat.....	10
9.2. Obligation de confidentialité	10
9.3. Assurances	10
9.4. Garantie.....	10
9.5. Sous-traitance	11
9.6. Pièce à fournir en cours d'exécution du marché.....	11
ARTICLE 10 – PENALITES	11
10.1. Pénalités pour retard.....	11
10.2. Pénalités pour non-conformité.....	12
ARTICLE 11 – RESILIATION ET FIN DU MARCHE.....	12
11.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	12
11.2. Résiliation pour motif d'intérêt général et pour faute du titulaire	12
ARTICLE 12 – LITIGES	12

ARTICLE 1 - PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Présentation de l'acheteur Public :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Reims.

Le Crous de Reims est sis, 14 B allée des Landais – CS 40046 – 51726 Reims cedex

Tel. : 03.26.50.59.17 – Siret : 18510200100327

Courriel : achat@crous-reims.fr

Site internet : www.crous-reims.fr

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur **Raymond CARRASSET**, Directeur général du Crous de Reims.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de cartes-cadeaux multi-enseignes pour le personnel ainsi que les enfants du personnel du Crous de Reims.

La quantité de cartes-cadeaux qui sera commandée pour l'année 2025, dans le cadre du marché est estimée à :

- 212 cartes-cadeaux pour le personnel ;
- 119 cartes-cadeaux pour les enfants du personnel.

Les cartes-cadeaux pourront avoir une valeur faciale comprise entre 70 € et 300 € HT.

Il est demandé au candidat de rédiger une offre de prix selon les quantités énoncées ci-dessus, pour des cartes-cadeaux d'une valeur de 70 € HT, 75 € HT, 130 € HT, 140 € HT, 150 € HT, 200 € HT, 250 € HT et 300 € HT.

La référence à la classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) associée à la présente consultation est la suivante : **18530000-1 Cadeaux et prix**

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 à 3 du code de la commande publique.

Le présent marché est passé selon la technique d'achat de l'accord-cadre en application des dispositions de l'article L.2125-1-1° du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire et donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec montant maximum de 80 000 € HT sur sa durée globale (reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

3.1.1. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.1.2. Forme et Allotissement

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché fractionné donnant lieu à l'émission de bons de commande.

Le marché est non alloté conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du Code de la Commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ;

Le candidat devra déposer un dossier de candidature et d'offre complet accompagné de l'acte d'engagement.

Le montant annuel maximum estimé est de 80 000 € HT.

3.2. Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification.

L'exécution des prestations débutera à compter du mois de novembre, pour une période de **12 mois**.

Le marché est renouvelé **1 fois** par tacite reconduction pour une période d'un an. La durée totale du marché reconduction y compris, ne pourra excéder **2 ans**.

Les commandes pourront être passées jusqu'au dernier jour du marché et devront être honorées par le titulaire selon les délais de livraison contractuels décrits plus bas.

La décision de non-renouvellement du marché sera transmise au titulaire au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception au moins **3 mois** avant la fin de chaque période.

Le titulaire dispose de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre. Il devra à cet effet signifier sa décision dans un délai de **4 mois** avant la fin de chaque période.

Lorsque le montant maximal de l'accord-cadre est atteint, sauf conclusion d'avenant avec l'attributaire, il est mis fin automatiquement à l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation pour cette fin anticipée du contrat.

3.3. Lieux d'exécution

Les prestations du présent marché sont exécutées au siège administratif du Crous de Reims situé au 14B Allée des Landais – CS40046 – Reims Cedex

Les référents chargés de l'exécution du marché sont désignés comme suit :

Mme Fatimata TRONCHIN Responsable du service des achats et marchés publics Tél. 03.26.50.52.95 Mél. : achat@crous-reims.fr	Mme Mélanie THOMAS Gestionnaire au service des achats et marchés publics Tél.: 03.26.50.59.17 Mél. : achat@crous-reims.fr
--	---

ARTICLE 4 – PIÈCES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des pièces suivantes, listées par ordre décroissant de priorité. En cas de contradiction entre les pièces, elles prévalent selon cet ordre.

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe : bordereau de prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- L'offre du candidat constituée, notamment, du Cadre de Réponse Technique (CRT)
- La lettre de candidature (DC1) ;
- La déclaration du candidat (DC2) .

ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERES

L'unité monétaire applicable à ce marché est l'euro.

5.1. Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaire. L'offre devra être présentée sur le BPU (Bordereau de prix unitaire) annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que les frais de déplacement, travail de nuit et heures supplémentaires qui ne donneront pas lieu au paiement d'indemnités.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le référent technique du Crous de Reims. Ils comprennent donc toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché.

5.2. Révision des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaire.

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché. Ils ne sont ni révisable ni actualisables.

5.3. Facturation

5.3.1. Établissement des factures

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues par l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Les factures seront établies sur la base des commandes validées et reçues par le Crous de Reims.

Outre les mentions légales, les indications suivantes devront apparaître sur les factures :

- les noms et adresse du titulaire
- l'objet, le numéro du **marché 2025/17 et, s'il y a lieu, le numéro de l'avenant** ;
- le site concerné ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les produits livrés, exactement définis, ainsi que leurs quantités ;
- le montant H.T. de la fourniture livrée ;
- le montant de la remise par article et prix remisé par article s'il y a lieu ;
- le taux et montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation.

5.3.2. Transmission des factures

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation numérique, toutes les factures établies par une entreprise seront exclusivement et impérativement transmises via la plateforme

« Chorus Portail Pro » <https://chorus-pro.gouv.fr>. Lors du dépôt des demandes de paiement sur ce portail les informations ci-dessous, devront être obligatoirement et systématiquement renseignées :

- Le numéro SIRET du Crous de Reims : **185 102 00100327**

- Code service du siège administratif du Crous de Reims : **1008**

5.4. Modalités de paiement

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique. Aucun règlement ne pourra être effectué à un compte différent de celui indiqué dans l'acte d'engagement.

5.4.1. Avances

Les règles relatives à l'avance sont fixées par les articles L2191-2, R2191-3 et R2191-12 du Code de la commande publique.

5.4.2. Acomptes

Il ne sera pas versé d'acompte.

5.4.3. Paiement des cotraitants et sous-traitants

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à chaque membre du groupement, si les prestations de chacun sont clairement identifiées.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants. Le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur pour tout montant égal ou supérieur à 600 € TTC.

Si le sous-traitant est soumis à l'obligation de dépôt de ses factures sur la plateforme « Chorus Pro », il dépose sa demande de paiement sans autre formalité sur cette plateforme. Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours pour donner son accord au paiement.

Si le sous-traitant n'entre pas dans le cadre de l'obligation de dépôt sur « Chorus Pro », sa facture doit d'abord être adressée au titulaire et envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposée contre un récépissé. Le titulaire dispose de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Puis, la facture est adressée à l'acheteur public, complétée d'une copie de l'accusé de réception du titulaire.

5.5. Délais de paiement et intérêts moratoires

En application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente (30) jours, à compter de la réception de la demande de paiement exact par le pouvoir adjudicateur.

Le dépassement du délai de paiement à compter de la date de réception de la facture exacte fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au marché. Il donne lieu par ailleurs, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à 40 euros.

ARTICLE 6 – CARACTERISTIQUES DES FOURNITURES

6.1. Format et composition

La carte-cadeau se présentera uniquement sur support physique, et ne donnera pas lieu à une activation en ligne par les agents du Crous de Reims. Le titulaire prendra en charge les actes relatifs à l'activation de la carte-cadeau. Elle doit avoir une souplesse d'utilisation : utilisation en ligne et en boutique, en plusieurs fois, etc.

Afin de garantir un minimum de sécurité en cas de perte ou de vol, l'agent pourra avoir la possibilité d'enregistrer sa carte sur le site internet du fournisseur. L'enregistrement de la carte permettra également à l'agent de consulter son solde et ainsi de gérer au mieux son budget.

Chaque carte-cadeau aura une valeur faciale du montant précisé sur le bon de commande. Elle pourra être dépensée par les agents en plusieurs fois, au centime d'euro près.

6.2. Enseignes et produits couverts par la carte-cadeau

La carte-cadeau devra être multi-enseignes nationales et sites internet. Elle devra être valable dans les domaines d'activité variés, hors carburant. La liste des enseignes, des rayons ou la nature du bien devra être mentionné sous forme de livret délivré avec la carte. L'utilisation des cartes-cadeaux en boutique étant privilégiée par les agents du Crous, celle-ci devra être facilitée par un maillage pertinent d'implantation des enseignes proposées.

6.3. Durée de validité de la carte-cadeau

La durée de validité de la carte-cadeau sera de 12 mois minimum à compter de la date déterminée par le Crous et indiquée sur le bon de commande.

6.4. Déclenchement de l'exécution

Un bon de commande sera émis par le CROUS de Reims après notification du marché, afin de confirmer les quantités et montants exacts de cartes-cadeaux à livrer.

Le bon de commande fera apparaître :

- la référence du marché **[marché n°2025/17]**;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- le nom et les coordonnées du référent technique du Crous de Reims ;
- la désignation des fournitures et les quantités commandées ;
- le délai de livraison en jours ouvrés ;
- les lieux de livraison ;
- les prix unitaires en € HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant en € TTC.

6.5. Lieux d'exécution

Les cartes-cadeaux seront livrées à l'adresse suivante après prise de rendez-vous ou a minima après une communication de la date de livraison :

CROUS DE REIMS
Service des marchés publics
14 B allée des Landais
51100 REIMS

6.6. Emballage

La quantité des emballages doit être appropriée aux conditions et aux modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

6.7. Transport

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.
Les cartes sont livrées franco de port sans minimum de commande.

6.8. Livraison

Chaque livraison, se fera sur rendez-vous pris au service des marchés du CROUS de Reims ou a minima en communiquant en amont la date de livraison.

La livraison sera obligatoirement accompagnée d'un bon de livraison qui devra être impérativement signé par le titulaire et le Crous de Reims.

6.9. Bon de livraison

La fourniture doit être accompagnée d'un bon de livraison établi en un original et une copie, qui précise :

- Le nom et l'adresse du titulaire du marché ;
- Le numéro du marché 2025/17 ;
- La date de livraison ;
- La référence de la commande ;
- Les caractéristiques essentielles (références, ...) ;
- La nature de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Les prix unitaires et totaux HT d'une part, TTC d'autre part.

L'original du bon de livraison est destiné au Crous ; la copie, visée par le référent technique, est remise au titulaire du marché ou son représentant et vaudra procès-verbal de réception.

ARTICLE 7 – SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Interlocuteurs

Le titulaire désigne dans son mémoire technique un référent chargé de l'exécution du suivi du marché. Il fera apparaître ses coordonnées postales, téléphoniques et de messagerie électronique.

En cas de changement, le titulaire informe le service des achats et marchés publics du Crous de Reims par courriel à l'adresse : achat@crous-reims.fr

Par ailleurs, l'exécution technique du présent marché est assurée par chacune des unités de gestion dont les coordonnées des référents (directeurs d'unité de gestion et chefs d'approvisionnements) sont indiquées en annexe au présent CCP « Adresses et horaires de livraison par site ».

L'exécution financière du présent marché est assurée par le service facturier du Crous de Reims, joignable à cette adresse : service-facturier@crous-reims.fr.

Le suivi administratif du marché est assuré par le service des achats et des marchés publics du Crous de Reims. Les référentes administratives sont :

Mme Fatimata TRONCHIN Responsable du service des achats et marchés publics Tél. : 03.26.50.52.95 Mél. : fatimata.tronchin@crous-reims.fr	Mme Mélanie THOMAS Gestionnaire au service des achats et marchés publics Tél. : 03.26.50.59.17 Mél. : melanie.thomas@crous-reims.fr
--	--

Tous les documents destinés au titulaire sont adressés au domicile figurant sur l'acte d'engagement. Toute modification de domicile ou autre, doit être transmise au Crous de Reims au plus tard **30 jours** calendaires avant la date de changement souhaitée, par courriel ou courrier. En cas d'urgence justifiée, la modification doit être signalée au plus tard **15 jours** calendaires avant le changement.

7.2. Changement dans la situation du titulaire

Sans préjudice des dispositions relatives à la résiliation du marché, le titulaire est tenu d'informer sans délai le Crous de Reims, de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Aussi, le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au Crous de Reims et par tout moyen les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- à la forme de l'entreprise ou de la société ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- à l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette modification est prise en compte par le Crous de Reims, dans un délai de **30 jours calendaires**.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion/absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- la liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.
- La cession du marché fait l'objet d'un avenant de transfert du marché au profit du nouveau titulaire.

7.3. Opération de vérification et de réception

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par le service émetteur du bon de commande dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution des prestations, conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 30.4.3. du CCAG-FCS, les cartes reconnues défectueuses ou non-conformes à la commande sont immédiatement retournés dans leurs emballages d'origine au titulaire, aux frais de celui-ci. Il a la charge complète de les remplacer dans les délais et selon les modalités contractuelles de livraison.

En tout état de cause, toute non-conformité donnera lieu à l'application de pénalités stipulées à l'article 10.2 du présent CCP.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- Des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;

- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant.

ARTICLE 9 – OBLIGATION DU TITULAIRE

9.1. Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire assure la livraison des produits fournis dans le cadre du présent marché. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Le titulaire doit informer le référent administratif du Crous de Reims au moins 3 semaines à l'avance de ses dates de fermeture éventuelles. Dans ce cas, le titulaire devra remédier, à cette défection, par tout moyen à sa convenance.

9.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont eu connaissance d'informations ou ont reçu communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité :

- les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ;
- les informations, documents ou éléments rendus publics par la partie dont les intérêts étaient protégés par cette obligation de confidentialité.

L'obligation de confidentialité prend fin après un délai de deux ans courant à compter de la date de la décision d'admission prise par le pouvoir adjudicateur.

9.3. Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier dans un délai de 7 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tierces victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie. La prise d'effet du marché est subordonnée à la remise de cette attestation. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du pouvoir adjudicateur, envers ses tiers, y compris le personnel du pouvoir adjudicateur, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier. Il s'engage, sur toute demande faite par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

9.4. Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9.5. Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-4 à -7 et R2193-1 0 -13 du code de la commande publique, le titulaire soumet à l'agrément du Crous de Reims l'ensemble des sous-traitants auxquels il fait appel. Le non-respect de cette formalité expose le titulaire à la résiliation du marché à ses torts.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement doivent être constatés par un acte spécial signé par le Crous de Reims et le titulaire.

9.6. Pièce à fournir en cours d'exécution du marché

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir au Crous de Reims, **tous les six mois** à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant, le cas échéant, établie à partir du registre unique du personnel et précisant pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le candidat n'emploie pas de salariés étrangers, cette liste doit être renseignée de la mention « NEANT » ;
- une attestation sur l'honneur par laquelle il déclare avoir vérifié la régularité de la situation de ses sous-traitants au regard de la lutte contre le travail dissimulé, dès lors que le montant des prestations confiées pour l'exécution du marché excède 5 000 € H.T.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger est tenu de respecter les dispositions des articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

Le titulaire est tenu de transmettre au Crous de Reims, **tous les ans**, jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- une attestation de régularité fiscale prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre N-1. Pour les candidats établis en France, il s'agit de la copie des certificats fiscaux 3666 dont la situation fiscale du candidat impose la production.

Conformément à l'article D. 8222-5 du code du travail le titulaire est tenu de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant de 5 000 € HT à la date de notification du marché.

Le titulaire informe le Crous de Reims sans délai de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner au marché public prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 – PENALITES

10.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG – FCS, le titulaire encourt l'application de pénalités de retard dès lors que le délai contractuel mentionné dans le CRT ou à défaut dans le présent cahier des clauses particulières n'est pas respecté.

Ces pénalités sont calculées par heure de retard, sans mise en demeure préalable, pour un montant de 100 € HT par jour de retard. Toute heure de retard entamée donne lieu à pénalité.

En cas de non-exécution des prestations au cours de la période du marché, le pouvoir adjudicateur pourra, 3 jours après une mise en demeure faite par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du contrat, faire appel au concours d'un autre prestataire.

10.2. Pénalités pour non-conformité

En cas de livraison d'articles non conformes au bon de commande ou non conformes au regard des caractéristiques et qualités, le titulaire encourt l'application de pénalités pour non-conformité, dont les montants sont fixés à 100 €.

ARTICLE 11 – RESILIATION ET FIN DU MARCHE

11.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le Crous de Reims peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont celles stipulées à l'article 45 du CCAG-FCS.

11.2. Résiliation pour motif d'intérêt général et pour faute du titulaire

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées par le chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu à une indemnisation du titulaire.

Par dérogation et outre les cas de résiliation prévus aux articles 39 à 42 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité en cours d'exécution :

- si plus de 3 manquements aux obligations contractuelles sont constatées (notamment en cas de problèmes qualitatifs et quantitatifs),
- si après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, les manquements n'étaient pas corrigés.

ARTICLE 12 – LITIGES

Les contestations qui pourraient subvenir entre le Crous de Reims et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de différend, un règlement amiable entre le Crous de Reims et le titulaire doit être recherché en priorité. Si un dialogue entre les parties ne peut être établi et conformément aux articles L2197-1 et L2197-3 du Code de la commande publique, l'acheteur public et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Dans le cas où les litiges éventuels n'auraient pas reçu de solution amiable préalable, les recours contentieux seront portés devant le tribunal administratif compétent :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne :

25 rue du Lycée

51000 Châlons-en-Champagne

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Conformément à l'article 1^{er} du CCAG-FCS, le présent marché déroge aux stipulations suivantes de ce même CCAG-FCS :

CCAP

Déroge à

CCAG-FCS

Article 7.3.	Article 30.4.3
Article 9.3	Article 9.2
Article 10.1	Article 14.1.
Article 11.2	Articles 38 à 42

En cas de contradiction entre le CCAG-FCS et le présent CCP, les clauses contenues dans le CCP prévalent.